

Un constat, trois solutions : la Maison-Blanche, le Congrès et les sinologues en réaction à l'improductivité de la politique d'isolement de la Chine, 1961-1963

Karine Laplante

Résumé

Alors que s'ouvrent les années 1960, la politique d'endiguement et d'isolement de la Chine mise en place par les États-Unis dans la foulée de la guerre de Corée subit le poids d'une critique internationale croissante. Dans les milieux politiques et intellectuels américains, un constat unanime s'impose : la politique d'isolement est improductive. Les solutions proposées pour retrouver une politique légitime aux yeux de la communauté internationale sont pourtant fort divergentes. La Maison-Blanche met en place une ouverture tactique, le Congrès réagit en redoublant de messianisme alors que les sinologues profitent de ce qu'ils perçoivent comme une ouverture de la part de l'administration Kennedy pour se lancer dans un vaste effort d'éducation.

La victoire en Chine des forces communistes, concrétisée par la création de la République Populaire de Chine (RPC) en 1949, vient jeter pour le moins un froid sur les relations entre les États-Unis et la Chine. Il faudra attendre le voyage du président Richard Nixon en Chine, en février 1972, pour qu'un rapprochement viable puisse s'amorcer. Ce revirement réalisé par Nixon apparaît alors spectaculaire, son voyage étant décrit comme la semaine ayant changé le monde¹.

Il est vrai qu'en opposition à ce rapprochement de 1972, la relation sino-américaine au cours des années 1960 est généralement dépeinte sous les traits de l'immobilisme et de la rigidité². L'administration Kennedy, qui occupe la Maison-Blanche à partir de janvier 1961, ne permet pas de faire avancer le dialogue sino-américain³. Au contraire, des études récentes ont même révélé que Kennedy a jonglé avec la possibilité de bombardier

les installations nucléaires chinoises⁴. Il convient toutefois de noter que la littérature traitant des relations sino-américaines tend à se concentrer sur l'analyse des sources diplomatiques, obscurcissant un débat qui se développe alors au sein de la société américaine. Mais quelle était la nature réelle du contexte domestique? Kennedy faisait-il vraiment face à une opinion publique totalement fermée à un renouveau du dialogue avec la Chine? L'analyse du débat qui se développe à l'intérieur des États-Unis, au début des années 1960, révèle au contraire un contexte domestique aux préoccupations riches et variées. L'anticommunisme reste présent, mais des idées d'ouverture font aussi leur chemin.

Il apparaît que le contexte international changeant soit, entre autres, l'élément déclencheur d'un débat de société plus profond concernant la politique américaine d'isolement de la Chine. Au tournant des années 1960, la société internationale fait des pressions croissantes sur Washington, plaidant pour une diminution de l'isolement imposé à la RPC. Au même moment, la rupture qui se dessine lentement entre la Chine et l'autre géant communiste, l'Union soviétique, conduit plusieurs pays alliés des États-Unis à une reconsidération du rôle mondial de la Chine. Dans ce contexte, soucieux de conserver leur rôle de chef de file du monde libre, les Américains décident de réagir aux critiques croissantes de la société internationale. Il ne s'ensuit pas un bouleversement diplomatique dans la relation sino-américaine. Toutefois, au sein du monde politique et intellectuel américain, un débat clos depuis le maccarthysme⁵ reprend vie. La période 1961-1963 apparaît alors comme un moment de profonde remise en question du rôle international de la RPC et de l'attitude que les États-Unis doivent adopter par rapport à cette puissance communiste.

L'utilisation de sources qui reflètent différents segments de l'élite politique américaine – archives de la Maison-Blanche et du département d'État, transcriptions des sessions du Congrès et travaux et archives de certains sinologues – permet de distinguer une réalité plus complexe, qu'on veut analyser dans cette étude suivant deux pistes majeures. L'analyse s'attardera d'abord au constat unanime concernant l'inefficacité de la politique d'isolement de la Chine qui se préfigure au sein de l'élite politique américaine. Dans tous les cercles politiques, on concède en effet que la politique d'isolement imposée à la Chine a été inopérante, puisque le régime communiste reste au pouvoir et qu'il suscite un intérêt croissant de la part de la communauté internationale. S'il y a unanimité sur ce constat d'improductivité, les solutions proposées pour remédier à la situation sont, par contre, loin d'être consensuelles. Dans un deuxième temps, cette analyse cherchera donc à dresser un portrait plus objectif

des multiples prises de position exprimées dans ce débat. D'abord, à la Maison-Blanche, l'administration Kennedy choisit de se replier dans une ouverture qui se veut strictement tactique. Ensuite, au Congrès, la réaction est vive et le messianisme revient en force. Finalement, les sinologues profitent de ce qu'ils perçoivent comme une ouverture de la part de l'administration Kennedy pour se lancer dans un vaste effort d'éducation.

Le constat : une politique improductive

Avec la création de la RPC en 1949, puis le déclenchement de la guerre de Corée en 1950, la Chine fait son entrée dans la guerre froide. Mettant fin à ce que nombre d'Américains considéraient être une « relation spéciale », les Chinois s'emmurent dans une franche hostilité, mordant la main qui croyait les avoir nourris⁶. Aux États-Unis, le « revirement chinois » provoque une conclusion univoque : cette hostilité ne peut être que la démonstration de l'irrationalité de la politique chinoise provoquée par l'idéologie communiste⁷. La Chine est alors considérée comme la seule responsable de cette impasse ; c'est donc d'elle et d'elle seule que devra venir un changement d'attitude.

À l'instar du refus officiel de Washington de reconnaître l'existence du régime de Mao⁸, une politique d'endiguement et d'isolement est mise en place, caractérisée par une « non-diplomatie »⁹. La communauté internationale se résigne à tenir la Chine communiste hors des Nations Unies. Pourtant, au tournant de la décennie suivante, l'administration américaine doit réviser ses positions envers cette Chine communiste dont la puissance militaire et politique ne cesse de s'affirmer¹⁰. Outre l'ascension de la Chine, quelques facteurs extérieurs contribuent également à la redéfinition de l'attitude américaine. On note, d'une part, la rupture sino-soviétique¹¹ et, de l'autre, l'accession de plusieurs pays du tiers-monde aux Nations Unies en 1960. Ces derniers se montrent favorables à une discussion sur une éventuelle représentation chinoise au sein de la prestigieuse institution¹². Même des gouvernements traditionnellement alliés aux États-Unis, tels la France¹³, le Canada et la Grande-Bretagne¹⁴, critiquent ouvertement l'excès d'émotions des Américains, leur manque flagrant de réalisme, voire la perte de la crédibilité de leur stratégie¹⁵.

Alors que Washington avait tenté d'isoler la Chine, l'administration Kennedy se retrouve dans une position inconfortable, contrainte de justifier le maintien d'une politique que le reste du monde estime dépassée. Aux yeux de la communauté internationale, ce sont les États-Unis, plutôt que la Chine, qui paraissent rigides, irréalistes et

dogmatiques. À ce moment, aux États-Unis, plusieurs voix s'élèvent et convergent vers un constat unanime¹⁶ : les Américains, pour reconstruire un consensus avec les alliés et retrouver une légitimité alors discréditée, doivent réévaluer leur politique envers la Chine¹⁷. Aussi unanime que soit le constat, les solutions proposées relèvent toutefois d'une large diversité d'opinions.

Le réalisme de la Maison-Blanche

Consciente d'un contexte international mouvant, l'équipe Kennedy reconsidère le rôle de la Chine ainsi que la stratégie américaine à lui opposer. Il en ressort un effort de réalisme, symbolisé par une volonté de réajustement par rapport aux pressions des gouvernements alliés. La flexibilité fait sa place dans la rhétorique, mais l'ouverture ne peut qu'être tactique. On comprend alors que l'équipe de Kennedy n'est pas encore sortie d'une vision « guerre froide » de la Chine¹⁸.

En 1961, Robert Komer, membre du Conseil national de sécurité, souligne l'urgence de revoir la situation¹⁹, faisant remarquer que depuis 1949, aucune révision systématique de la politique envers la Chine n'a été entreprise. Selon Komer, Washington s'est cantonné dans une politique réactive qui fragilise non seulement sa relation avec la Chine, mais aussi le dialogue avec ses alliés :

First, Peiping's growing power means that we will no longer be able to contain this threat with the same minimal application of force. [...] Second, in contrast to Peiping, we have not made comparable progress in building up strong, self-sustaining power positions around its periphery, even in Taiwan. Third, and also important, the way we are conducting our China policy tends to separate us from those who should be our allies²⁰.

Pour Walt W. Rostow, qui dirige alors le « Policy Planning Council » rattaché au département d'État, la solution pour retrouver un certain leadership auprès des alliés consiste à transférer le « mauvais rôle », alors imparti aux États-Unis, sur la Chine²¹, en adoptant un discours plus conciliant. C'est en ce sens que Kennedy peut alors affirmer que son administration est prête à améliorer l'état de la relation bilatérale, mais toujours en soulignant que cela sera possible seulement lorsque la Chine fera preuve de bonne volonté et renoncera à sa politique agressive.

La solution conçue par la Maison-Blanche est en fait une politique en deux volets. D'une part, l'équipe Kennedy n'a en rien modifié sa vision de la Chine²². Les circonstances l'eurent-elles permis, une politique d'isolement encore plus dure aurait paru la plus appropriée²³. Rien

ne permet d'affirmer que Kennedy a songé à modifier la relation de son pays avec la Chine. En 1963, lors d'une réunion du Conseil national de sécurité tenue à la demande du président, il est même décidé que la RPC représente un danger régional majeur auquel les États-Unis doivent s'opposer avec la plus grande fermeté²⁴. D'entrée de jeu, le discours se fait alarmant, soulignant à chaque occasion l'agressivité et la belligérance du régime chinois²⁵.

Un second volet, davantage destiné à répondre aux pressions extérieures, consiste pourtant à mettre en relief l'ouverture et la flexibilité américaines. En fait, ce volet répond à l'objectif énoncé par Rostow de faire porter par la Chine la responsabilité de l'impasse. Convaincue que la Chine refusera de modifier son attitude hostile envers Washington, la Maison-Blanche peut tendre la main sans craindre que son offre soit acceptée²⁶. Attestant de son désir de renouer des liens amicaux avec la Chine, tout en insistant sur l'agressivité et l'hostilité des dirigeants chinois, Kennedy peut attirer l'attention sur la nécessité « d'être deux » pour obtenir la paix²⁷. Le monde doit saisir que la Chine crée son propre isolement en raison de son animosité. Malgré le ton plus conciliant, l'ouverture proposée par Kennedy se révèle purement tactique. L'objectif consiste à créer un jeu d'images défavorable à la Chine et, par conséquent, favorable aux États-Unis. Ceux-ci pourront ainsi regagner un certain leadership moral et politique sur la scène internationale²⁸. Cette « ouverture tactique », habile amalgame de flexibilité et de fermeté, devait contribuer à combler l'écart grandissant entre les États-Unis et leurs alliés. Du même coup, elle permet de ménager les susceptibilités toujours vives de l'opinion domestique. C'est pourtant auprès de ce second public que survient un effet sans doute imprévu : en acceptant de discuter enfin la question chinoise, l'administration Kennedy entrouvrait la porte à un débat sur la Chine pourtant absent depuis le maccarthysme des années 1950. Le Congrès réagit promptement.

Le refus du Congrès

Dès 1961, le Congrès américain fait un constat similaire à celui de l'équipe Kennedy. Les pressions internationales croissantes ont mis en péril la légitimité et le leadership moral de l'Amérique. Ce constat ne lui rend toutefois pas plus agréable l'idée de faire preuve de flexibilité et de conciliation envers un régime honni. Refusant de s'associer à ce qu'il qualifie de défaitisme²⁹, le pouvoir législatif propose au contraire de redoubler d'ardeur dans la défense de la position politique traditionnelle des États-Unis.

L'effort déployé par le Congrès pour défendre sa position traditionnelle ne découle pas d'une inattention vis-à-vis des critiques et pressions extérieures. Ainsi, le sénateur démocrate Mike Mansfield reconnaît que la politique d'isolement de la Chine n'a pas produit l'effet attendu, puisqu'elle n'a pu prévenir cette tendance internationale vers l'acceptation de la Chine communiste. Toutefois, la stratégie employée ne doit pas être mise en cause. Selon lui, l'origine du problème réside plutôt dans la manière de la présenter, entre autres, sur « *the apparently ineffective language we have used in the past* » pour défendre la position américaine³⁰. De même, le sénateur Hubert Humphrey met en garde contre le « *propaganda gap* »³¹, c'est-à-dire le retard des États-Unis sur la propagande massive de la Chine. Le Congrès reste non seulement convaincu du bien-fondé de la politique d'isolement, mais il soutient que les alliés et les pays neutres s'en éloignent parce qu'ils comprennent mal les fondements et les implications de cette politique. Refusant d'accueillir la Chine communiste au sein du concert des nations³², les membres du Congrès réclament de Kennedy à la fois une prise de position claire contre toute concession à la RPC³³ et un redoublement d'ardeur dans son message pour convaincre le monde de la légitimité de la politique américaine d'isolement.

Selon cette vision, le réalisme ambiant ne doit pas faire perdre de vue la nature exceptionnelle des États-Unis. Ainsi, le sénateur Hiram Fong, lui-même sino-Américain, insiste sur la nécessité de rappeler au reste du monde « *what America stands for* »³⁴. Délibérément, la position défendue cherche à s'éloigner du pragmatisme ambiant : « *Essentially, the basis for America's opposition to Communist China is that we stand for what is right and we oppose what is wrong. Once we abandon the fight for right and the struggle against wrong, we will have renounced any claim we now have to moral leadership in the free world*³⁵. » La stratégie à adopter devant les critiques ne consiste pas à réviser la politique américaine pour l'adapter aux pressions extérieures, mais, au contraire, à s'assurer de la défendre mieux en faisant « *a better selling job with our allies* »³⁶. La seule manière d'y parvenir consiste à insister plus efficacement sur le danger que représente la Chine³⁷.

Entreprendre une telle « croisade » implique toutefois de replacer la Chine au centre des discussions. Certes, le Congrès, dans sa majorité, persiste à défendre le régime de Taiwan et à condamner la RPC sur une base morale et idéologique. Le débat ne connaît pas un revirement majeur. Par contre, il devient clair que le problème ne peut plus être passé sous silence. La question chinoise est redevenue un enjeu majeur. Les remises en question vont s'amplifier et les discours peu à peu se complexifier.

Une certaine incapacité à s'ajuster aux réalités extérieures maintient son emprise sur une majorité des membres du Congrès, mais l'urgence de la question en poussera peu à peu quelques-uns à porter un regard prudent, mais curieux sur la Chine communiste.

L'espoir des sinologues

À la suite des ravages engendrés par le maccarthysme, les fonctionnaires s'étaient retrouvés en « *psychic preventive detention* » lorsqu'il était question de l'Asie³⁸. De leur côté, les sinologues avaient abandonné la scène publique pour trouver refuge dans leurs activités universitaires. Leurs recherches scientifiques se limitaient à la Chine impériale³⁹. Le ton de conciliation adopté par l'administration Kennedy⁴⁰ permet toutefois à nombre d'entre eux de renouer d'abord avec la Chine contemporaine, puis avec le monde politique.

Répondant indirectement au mouvement international qui tend à admettre que la question de la Chine communiste ne peut plus être ignorée, le monde universitaire sort de sa torpeur et réorganise son champ d'études pour se recentrer sur ce qu'est devenue la Chine depuis l'accession au pouvoir des communistes. Entre 1949 et 1960, la Chine communiste avait été définie comme une anomalie imposée par les Soviétiques. Son étude avait été négligée, car elle n'apparaissait pas « chinoise ». Alors que s'ouvre une nouvelle décennie, plusieurs sinologues, parmi lesquels le célèbre professeur de Harvard, John K. Fairbank, entreprennent de reconstruire un réseau scientifique autour de l'étude de la Chine contemporaine. Il est devenu évident que dix ans après la prise de pouvoir, le régime communiste, loin de s'être effondré, au contraire, augmenté son contrôle sur le pays. Cherchant à expliquer ce « succès », les sinologues, rassemblés sous l'égide du « *Joint Committee on Contemporary China* », créé en 1959, se mettent à analyser l'organisation du régime communiste chinois. Ils y découvrent de nombreuses continuités avec la manière traditionnelle de gouverner. Par exemple, la centralisation qui caractérise le régime chinois peut être associée aux gouvernements de la Chine impériale. L'ordre qui règne au sein de la société chinoise peut être associé à la tradition confucéenne. En somme, la révolution communiste peut désormais être analysée pour en dégager les caractéristiques proprement chinoises⁴¹. La réflexion passe ainsi de la « Chine communiste » à la « Chine contemporaine »⁴².

Dans les ouvrages et articles, de plus en plus nombreux à se pencher sur la Chine contemporaine – la Chine « chinoise » –, les sinologues s'ingénient à balayer les simplismes associés à l'idéologie. Ils constituent

ainsi un rouage essentiel dans la compréhension encore naissante de l'importance du nationalisme dans les révolutions asiatiques⁴³. Faire valoir l'importance majeure du nationalisme – plutôt que de l'idéologie communiste – dans les révolutions asiatiques, va à l'encontre des idées établies aux États-Unis. Les sources démontrent que les sinologues sont conscients des pressions auxquelles ils devront faire face de la part de leurs concitoyens⁴⁴. Cependant, leur objectif n'est pas de présenter la Chine sous un jour sympathique; il s'agit plutôt de la présenter sous un jour réaliste puisque, « *of course, ignoring facts does not make them disappear* »⁴⁵. Effrayés par l'ampleur du manque de connaissances sur la Chine communiste, ils cherchent non pas à promouvoir un rapprochement diplomatique avec la Chine, mais à sensibiliser les dirigeants américains à la nécessité de mieux connaître cet ennemi.

Le rôle que s'assignent les sinologues est d'abord éducatif. Le rejet des idées préconçues et l'avancement des connaissances requièrent que des efforts soient déployés directement auprès des gouvernants. Malheureusement, le monde universitaire, privé d'accès à la Chine, a lui-même trop peu de connaissances à partager⁴⁶. La première étape, celle qui occupe les sinologues durant la période 1961-1963, consiste donc à faire pression auprès du département d'État afin que davantage de matériel d'origine chinoise soit accessible aux sinologues pour réaliser leurs recherches. Des rencontres, alors tenues secrètes, ont lieu entre le département d'État et le sinologue John H. Lindbeck, représentant le « *Joint Committee on Contemporary China* »⁴⁷. Ces rencontres démontrent à quel point, même au département d'État, les connaissances sur l'adversaire chinois sont rudimentaires et désolantes⁴⁸. Aucun fonds n'avait été alloué à la recherche indépendante, et ce, depuis plusieurs années. Les mondes politique et universitaire avaient été complètement coupés l'un de l'autre. Mais les pressions des sinologues vont porter fruit. À la suite de ces entretiens, le budget du département d'État pour l'année fiscale 1962 inclut, pour la première fois, des fonds alloués à la recherche externe sur la Chine communiste⁴⁹.

Non seulement le monde universitaire commence-t-il à s'organiser, mais de plus, il bénéficie du support essentiel de la Fondation Ford⁵⁰ et de membres influents de la scène politique. Le soutien financier d'organismes, telle la Fondation Ford, se révèle déterminant. Entre 1958 et 1970, le financement externe, à la fois public et privé, consacré aux recherches visant à développer de meilleures connaissances sur la Chine s'éleva à près de 40 millions de dollars; entre 1953 et 1957, ce même financement s'était limité à 3,5 millions de dollars⁵¹. Cette contribution se

justifie principalement sur la base de la sécurité nationale. Les États-Unis doivent alors faire face à des engagements multiples à travers le monde, par exemple, en Asie du Sud-Est avec les conflits qui se dessinent, entre autres, au Laos et au Vietnam. Il existe donc, au tournant des années 1960, une préoccupation grandissante pour accroître la connaissance des sociétés étrangères. Cette même préoccupation est déterminante dans l'engagement du sénateur Fulbright, alors président de la Commission des affaires étrangères du Sénat. Convaincu de la nécessité d'éduquer les Américains au sujet de la Chine, il se met à soutenir les efforts des sinologues auprès du gouvernement dans ce qui se veut une œuvre éducative. Il multiplie les lettres et les pressions auprès du département et du secrétaire d'État dans lesquelles il demande la réalisation de recherches sur la Chine⁵² et la mise en place d'un minimum de contacts universitaires et scientifiques⁵³.

Peu à peu, les efforts s'organisent. Les intellectuels vont bientôt retrouver le rôle d'interprètes de la situation et de l'évolution de la Chine. Leurs efforts, discrets au début, se politisent graduellement et occuperont une place notable sur la scène publique. Force est d'admettre que les idées qu'ils émettent alors ne sont pas suffisamment écoutées pour que l'Amérique abandonne sa position idéologique d'isolement de la Chine. Leur importance se fera toutefois sentir au cours des années suivantes alors que l'image de la Chine se dissocie tranquillement de l'étiquette communiste pour se recentrer sur des thèmes plus traditionnels.

Conclusions

Cette brève analyse a démontré que dès le début des années 1960, la politique d'isolement de la Chine, mise en place après la victoire des forces communistes en Chine, en 1949, se retrouve au cœur d'un débat au sein de l'élite politique et universitaire américaine. Alors que la question chinoise redevient un important enjeu d'actualité internationale, les États-Unis décident de reconsidérer leur attitude envers la Chine. La Maison-Blanche, le Congrès et les sinologues sont les principaux acteurs et concepteurs de cette reconsidération du rôle mondial de la RPC et de la tactique à lui opposer. Malgré la conviction communément partagée sur la nécessité de réévaluer la politique d'isolement, les solutions à cette « impasse diplomatique » sont largement controversées.

Le débat au sujet de la Chine est significatif du revirement qui se produit dans l'opinion américaine vis-à-vis de la RPC. Plutôt que de cataloguer les prises de position dans ce débat, nous y avons cerné ses causes et ses éléments déclencheurs. Certes, le dogmatisme idéologique

reste présent, mais la réflexion sur l'attitude à adopter par rapport à la Chine communiste se révèle multiple. Le consensus qui a caractérisé les années 1950 commence alors à s'effriter. En effet, la décennie 1960 représente le moment où les intellectuels et leurs idées font le saut « *from the academy onto the world stage* »⁵⁴. Leur présence s'affirme au sein de la Maison-Blanche⁵⁵, mais également de plus en plus sur la scène publique⁵⁶. À un tel point que la seconde moitié des années 1960 représentera le premier moment dans l'histoire des relations sino-américaines où les médias relayeront une information ne provenant pas du gouvernement⁵⁷. L'impasse diplomatique qui persiste en 1961 ne doit pas cacher le fait que c'est aussi à ce moment que les idées qui fleuriront quelques années plus tard commencent à prendre racines. Le poids de la Chine dans les affaires mondiales ne pouvait alors plus être ignoré⁵⁸. L'idée d'une Chine plus chinoise que communiste donnera impulsion à une politique plus réaliste qui sera finalement mise en œuvre par l'administration du président Nixon. C'est en effet une Chine nettement chinoise, plutôt que communiste, que Nixon présentera aux Américains.

Notes

1. Margaret Macmillan, *Nixon in China. The Week That Changed the World*, Toronto, Penguin Books, 2006.
2. Matthew Jones, « Groping toward Coexistence » : US China Policy during the Johnson Years », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 12, n° 3 (Septembre 2001), p. 176.
3. Une première génération d'historiens et de proches de l'administration avait en effet attiré l'attention sur la créativité et la flexibilité de la politique envers la RPC du président Kennedy. Entre autres, l'historien Foster Rhea Dulles et des proches de Kennedy, comme Arthur M. Schlesinger, Jr. et Theodore Sorensen, avaient laissé entendre que Kennedy espérait mettre en place une nouvelle approche envers la Chine lors d'un second mandat. Voir : Foster Rhea Dulles, *American Policy toward Communist China, 1949-1969*, New York, Thomas Y. Cromwell Company, 1972, p. 208-209. L'historiographie plus récente insiste, au contraire, sur la rigidité et l'inflexibilité, voire l'ethnocentricité, de la politique de Kennedy envers la Chine. Voir : James Fetzer, « Clinging to Containment : China Policy », dans Thomas G. Paterson (dir.), *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1989, p. 178-197 ; Gordon H. Chang, *Friends and Enemies. The United States, China, and the Soviet Union, 1948-1972*, Stanford, Stanford University Press, 1990, p. 236 ; Noam Kochavi, *A Conflict Perpetuated. China Policy during the Kennedy Years*, Westport, Praeger, 2002 ; Walter Lafeber, *America, Russia, and the Cold War, 1945-2000*, 9^e éd., Boston, McGraw-Hill, 2002(1967), p. 242.
4. L'historien Gordon Chang fut le premier à démontrer que le président Kennedy avait évoqué la possibilité de procéder à une frappe préventive sur les installations nucléaires de la Chine. Toutefois, il lui était alors impossible de vérifier si ces paroles s'accompagnaient d'une intention sérieuse. Voir : Gordon Chang, « JFK, China, and the Bomb », *Journal of American History*, vol. 74, n° 4 (mars 1988), p. 1289-1310. Des documents déclassifiés en 1994 ont toutefois permis d'établir qu'il ne s'agissait pas de vaines paroles, mais qu'il y avait effectivement eu une planification. Kennedy avait proposé à Khrouchtchev une intervention conjointe et, après le refus de celui-ci, le gouvernement américain avait continué à explorer des moyens d'agir sans le concours soviétique. Consulter à ce sujet William Burr et Jeffrey T. Richelson, « Whether to "Strangle the Baby in the Cradle". The United States and the Chinese Nuclear Program, 1960-1964 », *International Security*, vol. 25, n° 3 (hiver 2000-2001), p. 54-99.
5. « Courant antisubversif, spécialement anticommuniste, caractérisé par des méthodes d'insinuations et de dénonciations sans preuves, du nom d'un ancien sénateur du Wisconsin, Joseph Raymond McCarthy (1909-1957) qui, en tant que président d'une commission sénatoriale d'investigations (Un-American Affairs), mena au sein du Congrès, de l'Armée, puis de la population, une véritable croisade anticommuniste aux États-Unis dans les années 50, et dont les méthodes et les excès lui valurent d'être désavoué par le Sénat américain en 1954. » (Office québécois de la langue française, « maccarthysme », *Le grand dictionnaire terminologique*, <http://www.granddictionnaire.com>, consulté le 24 septembre 2007.)
6. Michael H. Hunt, *The Making of a Special Relationship. The United States and China to 1914*, New York, Columbia University Press, 1983. Dans cet ouvrage, Hunt explore la manière dont s'est construite cette « relation spéciale », soulignant qu'elle s'est d'abord structurée dans l'esprit des Américains, qui ont associé leur action en Chine à la bienveillance et au désintéressement, en opposition à la politique de la canonnière déployée par les puissances européennes. Toutefois,

Hunt souligne également que sans avoir recours à la force, les Américains ont pu profiter des mêmes avantages obtenus par les Européens. Les Chinois n'ont donc pas pratiqué la même distinction entre les impérialistes européens et américains. La période qui s'ouvre au XIX^e siècle s'avère essentielle pour expliquer à la fois l'importance du nationalisme et du ressentiment des Chinois à l'endroit de toutes les puissances occidentales, de même que l'incompréhension des Américains devant cette hostilité. Pour sa part, Macabe Keliher souligne que les historiens tendent encore à situer l'origine de la relation sino-américaine au tournant du XIX^e siècle, alors qu'il faudrait plutôt remonter au premier traité établi entre les États-Unis et la Chine, le traité de Wangxia de 1844, qui accordait aux États-Unis la clause de la nation la plus favorisée. Voir : Macabe Keliher, « Anglo-American Rivalry and the Origins of U.S. China Policy », *Diplomatic History*, vol. 31, n° 3 (April 2007), p. 227.

7. La profondeur du sentiment – ou du ressentiment – nationaliste, inhérent à cette révolution et aux autres qui allaient bientôt embraser l'Asie du Sud-Est, resta dans l'ombre. Voir : Foster Rhea Dulles, *American Policy toward Communist China, 1949-1969*, New York, Thomas Y. Crowell Company, 1972, p. xi.
8. Un seul lien persiste entre les États-Unis et la Chine, entre 1955 et 1967, par le biais de discussions entre leurs ambassadeurs respectifs, d'abord à Genève, puis à Varsovie. Pendant 12 ans, ces discussions entre ambassadeurs américain et chinois ont lieu plus de 130 fois, à intervalles à peu près réguliers. Elles permettent au gouvernement américain de prétendre qu'il n'impose pas un isolement total, qu'il maintient un minimum de contacts avec son homologue chinois; toutefois, aucun accord ne résulte de ce dialogue alors confidentiel. Voir : Kenneth T. Young, *Negotiating with the Chinese Communists: The United States Experience, 1953-1967*, New York, McGraw-Hill, 1968. Le peu de résultats attendus de ces discussions paraît dans toute son évidence dans un télégramme envoyé par Yager (CA) à Cabot, qui allait prendre sous peu ses nouvelles fonctions d'ambassadeur à Varsovie, et dans lequel on l'informe qu'il recevra des instructions avant chaque séance de discussions avec les Chinois, mais que « [m]uch of the substance of current sessions consists of repetition of positions set forth in earlier meetings ». Voir : Yager à Cabot, 9 janvier 1962, NARA (National Archives and Administration, Washington), RG59, 611.93, bobine 124.
9. Fredrik Logevall, « A Critique of Containment », *Diplomatic History*, vol. 28, n° 4 (September 2004), p. 474.
10. Hans J. Morgenthau, « The Roots of America's China Policy », *The China Quarterly*, n° 10 (avril 1962), p. 50.
11. « The policies of containment and of liberation were based on the premise that there is a united Soviet bloc. The purpose of containment was to prevent Soviet expansion; the purpose of liberation to roll back Communist frontiers. These policies have ceased to be relevant for the sixties. Today, the unity of the Communist camp is being strained by the increasingly open Sino-Soviet dispute ». Voir : Zbigniew Brzezinski, « Peaceful Engagement in Communist Disunity », *The China Quarterly*, n° 10 (April 1962), p. 64.
12. Entre 1951 et 1960, le gouvernement américain est parvenu à bloquer tout débat sur la représentation chinoise aux Nations Unies. Plus précisément, la question de la représentation chinoise à l'ONU fait l'objet, depuis 1951, d'un moratoire, c'est-à-dire un procédé selon lequel l'Assemblée Générale accepte, chaque année, non seulement de ne procéder à aucun changement quant à l'absence de la RPC, mais surtout de ne pas tenir de débat sur le sujet. Cependant, dès la fin de la guerre de

- Corée, certains gouvernements voient d'un moins bon œil ce moratoire qui nie la réalité de la Chine communiste. Voir: Rosemary Foot, *The Practice of Power. U.S. Relations with China since 1949*, Oxford, Clarendon Press, 1997, p. 23 et p. 32.
13. Il faut noter que la France normalisera ses relations avec la Chine communiste en 1964, mais que dès 1962, le président Charles de Gaulle exerce une énorme pression sur le gouvernement américain.
 14. Le gouvernement canadien considère que l'attitude de Washington nuit à son autorité politique et morale, tandis que le gouvernement britannique dit craindre une diminution de la confiance mondiale envers les États-Unis. Voir: *Ibid.*, p. 50.
 15. En 1961, les États-Unis parviennent à faire accepter la clause de la « question importante », qui stipule qu'un vote des deux tiers des membres de l'Assemblée générale de l'ONU sera nécessaire afin qu'une résolution concernant la question chinoise soit envisagée. Cette tactique permet à la République de Chine (Taiwan) de conserver son siège au Conseil de sécurité jusqu'en 1971, mais la position américaine n'en est pas moins remise en question chaque automne. Cette mesure est donc utile pour retarder l'entrée de la Chine à l'ONU, mais ne permet pas à Washington de retrouver son leadership.
 16. Par exemple, le politologue Hans Morgenthau évoque les dangers liés à ce nouvel isolement: « It has had two negative results: it has isolated the United States completely from its allies and it has lost the United States the support of public opinion throughout the world. The Chinese Communists have not been slow to exploit the difficult position in which the United States finds itself today by virtue of its own policy. » Voir: Hans J. Morgenthau, *loc. cit.*, p. 48. Quant à Adlai Stevenson, n'a-t-il pas affirmé dans *Foreign Affairs*, l'année précédente, que cette « unwillingness to acknowledge reality has led to a progressive erosion of the American stature on the world scene »? Voir: Adlai Stevenson, « Putting First Thing First », *Foreign Affairs*, n° 38 (janvier 1960), p. 192. Et Chester Bowles n'a-t-il pas constaté la même année: « Has the time not come to face the fundamental realities of our "China problem" ? » Voir: Chester Bowles, « The "China Problem" Reconsidered », *Foreign Affairs*, n° 38 (April, 1960), p. 476.
 17. William W. Boyer et Neylan Akra, « The United States and the Admission of Communist China », *Political Science Quarterly*, vol. 76, n° 3 (September 1961), p. 332.
 18. Noam Kochavi, « Limited Accommodation, Perpetuated Conflict: Kennedy, China, and the Laos Crisis, 1961-1963 », *Diplomatic History*, vol. 26, n° 1 (hiver 2002), p. 130.
 19. « Let's face it; China problems may not wait for careful, leisurely review. » Document secret de Komer à McGeorge Bundy et Walt W. Rostow, « Quick Thoughts on China », JFKL (John F. Kennedy Library, Boston), NSF (National Security Files), Country Files, boîte 21A.
 20. Robert W. Komer, « Strategic Framework for Rethinking China Policy », JFKL, NSF, Country Files, boîte 22A.
 21. Walter W. Rostow, document du Policy Planning Council, « US Policy toward China », 26 octobre 1961, NARA, RG59, bobine 124.
 22. Le souvenir de la guerre de Corée reste très présent à l'esprit des hommes de l'administration Kennedy. C'est dans cette perspective qu'est perçu le soutien apporté par la Chine aux Nord-Vietnamiens. D'emblée, la préoccupation consiste à éviter que le conflit ne dégénère sur le modèle de celui de la Corée. Par exemple, dès 1961, Robert Komer insiste sur la nécessité d'intervenir rapidement au Sud-Vietnam,

avant que Chinois et Nord-Vietnamiens n'y établissent une solide emprise, précisément pour éviter « something approaching another Korea ». Robert W. Komer à McGeorge Bundy, « The Risks in Southeast Asia », 31 octobre 1961, JFKL, NSF, Regional Security, boîte 231A.

23. Roger Hilsman, du Bureau of Intelligence and Research, rattaché au département d'État, concède qu'il y aurait de nombreux avantages à adopter une politique très ferme envers la Chine, c'est-à-dire à la bloquer carrément à tous les niveaux. Une telle stratégie apparaît pourtant impraticable, car elle envenimerait davantage les relations avec les alliés. Voir : Hilsman à McGeorge Bundy, non daté [probablement juillet 1961], NARA, RG59, 611.93, bobine 124.
24. JFKL, NSF, Meetings & Memoranda, boîte 314. Un mois après l'assassinat de Kennedy, le secrétaire d'État Dean Rusk confirme cette perception d'une menace chinoise croissante, conséquence de la rupture sino-soviétique. Voir : Rusk à l'ambassade américaine à Taipei, 23 décembre 1963, NARA, RG59, CFP Files, 1963, POL CHICOM-US, boîte 3863.
25. Par exemple, en février 1961, Kennedy affirme qu'à l'intérieur du bloc communiste, la RPC est sans contredit le pays faisant preuve de la plus grande belligérance. Voir : « The President's News Conference », *PPP (Public Papers of the President)*, 8 février 1961, p. 69. En mars de la même année, il souligne à quel point la Chine continue de faire preuve d'une grande hostilité envers les États-Unis. Voir : « The President's News Conference », *PPP*, 8 mars 1961, p. 159. Au mois de juin suivant, il souligne l'attitude « malevolent » et « extremely belligerent » de la Chine, concluant que malgré la bonne volonté de Washington, « it takes two to make peace ». Voir : « Remarks and Question and Answer Period at the Press Luncheon in Paris », *PPP*, 2 juin 1961, p. 436. Enfin, à la fin novembre 1961, il conclut en qualifiant la Chine de « unremittingly hostile ». Voir : « The President's News Conference », *PPP*, 29 novembre 1961, p. 764.
26. À ce sujet, il est intéressant de noter que même lorsque survient un moment où les représentants chinois présents aux discussions entre ambassadeurs tenues à Varsovie paraissent soudainement moins hostiles, les Américains en arrivent rapidement à la conclusion qu'il ne s'agit que de pure tactique de la part de leurs homologues chinois, visant à créer des divisions entre les États-Unis et leurs alliés, entre autres, Taiwan. Consulter à ce sujet : Grant (EA), « The Chinese Mind Revisited », 17 août 1962, NARA, RG59, 611.93, bobine 124.
27. « Remarks and Question and Answer Period at the Press Luncheon in Paris », *PPP*, 2 juin 1961, p. 436.
28. Les documents du département d'État montrent que celui-ci est pleinement conscient que ces rencontres entre ambassadeurs n'amènent aucun résultat. Des documents soulignent toutefois que ces rencontres restent valables puisqu'elles permettent de montrer au monde que les États-Unis n'ignorent pas la Chine, qu'ils sont de bonne foi. Cette stratégie permet, par la même occasion, d'affirmer que la Chine porte la responsabilité de l'impasse dans laquelle se trouve la relation bilatérale. Voir, par exemple : FE à Rusk, 19 février 1961, NARA, RG59, 611.93, bobine 124.
29. Sénateur Miller, « U.S Position Regarding Admission of Red China to the United Nations », *Congressional Record*, 1 mai 1961, p. 6964.
30. Sénateur Mansfield, « Communist China Resolution », *Congressional Record*, 14 avril 1961, p. 5917.

31. Sénateur Humphrey, « Newsletter from Sénateur Hubert H. Humphrey », 15 septembre 1960, insérée à sa demande dans le *Congressional Record* du 9 janvier 1961, p. 374.
32. Représentant Dooley, « Extension of Remarks », *Congressional Record*, 15 janvier 1962, p. 250.
33. Sénateur Fong, « Admission of Communist China to the United Nations », *Congressional Record*, 9 mars 1961, p. 3580.
34. Sénateur Fong, *Congressional Record*, 3 mars 1961, p. 3167.
35. *Ibid.*
36. Représentant Stratton, « Lets Keep Red China Out of the United Nations », *Congressional Record*, 6 mars 1961, p. 3267.
37. Cette idée d'insister sur le danger que représente la Chine se retrouve, par exemple, dans les propos du représentant Curtis, prononcés en 1962 : « Mr. Speaker, there is a great deal of misunderstanding in this country about the issues involved in the question of seating Communist China in the United Nations. I regret to say that this misunderstanding must be laid at the door of the Congress and executive department for not having exerted their full efforts to bring these matters to the attention of the people and it must be laid at the door of our mass media for having failed to give heed to the words of those who have been speaking on the real issues and for having failed to disseminate this information to the people. [...] The details of Red China's acts of repudiation of the UN Charter principles should be pointed up more fully and in greater detail ». Voir : Représentant Curtis, « Extension of Remarks », *Congressional Record*, 14 mars 1962, p. 4067-4068. En effet, le Congrès s'est appliqué à maintes reprises à fournir des détails chargés de convaincre du danger et de l'immoralité de la Chine. Par exemple, la Chine fut accusée d'être au cœur du trafic international de la drogue. Voir : Sénateur Dodd, « Recognition of Red China and Its Admission to the United Nations », *Congressional Record*, 25 juillet 1961, p. 13363. La stratégie consistait donc à démontrer que la position américaine était basée sur des faits historiques solides, réalistes : « The Colosseum at Rome in its darkest days never exceeded the tortures committed in Red China in the 5 bloody years of 1949 through 1954. » Voir : Représentant Dooley, *op. cit.*, p. 251.
38. Richard C. Kagan, « Introduction », dans Ross Y. Koen (dir.), *The China Lobby in American Politics*, New York, Octagon Books, 1974, p. xii.
39. Comme l'écrit le sinologue John K. Fairbank dans ses mémoires : « In the post-McCarthy years China was unappetizing. A dog may return to its vomit, but all the McCarthy era left behind was feces to warm over, either widespread treachery if you believed one side or widespread injustice if you believed the other. » Voir : John King Fairbank, *Chinabound. A Fifty-Year Memoir*, New York, Harper & Row, 1982, p. 351.
40. La correspondance de Fairbank indique à quel point l'arrivée au pouvoir de l'administration Kennedy suscite l'espoir d'un changement dans la politique envers la Chine : « We are still hoping that the new day in American policy may dawn in some constructive fashion, but so far I have not heard any voices raised to announce precisely how this is to be done. We at least have the feeling, since we have lost the dean of the faculty, that Kennedy had collected a first-rate team of people. This will make it all the more of a disaster if they are unable to come up with anything to get us out of our present rather precarious stalemate. » Voir : lettre de John K. Fairbank à Richard M. McCarthy, directeur du *U.S. Information Service*, à Taiwan, le 7 mars 1961, Harvard Archives, Papers of John King Fairbank, Chronological

Correspondence, HUGFP 12.7, boîte 1. Le 27 février 1961, il avait d'ailleurs souligné dans une lettre à son collègue français, Étienne Balazs, que « [t]here is a great difference between the White House today and what it was under Eisenhower, and this is bound to have some influence. For one thing, the new people are not doctrinaire but very pragmatic and practical. They face considerable difficulty with the American Congress which is still very conservative, but a strong President can have an increasing influence on the Congress ». Voir : lettre de John K. Fairbank à Étienne Balazs, 27 février 1961, Harvard Archives, Papers of John King Fairbank, Chronological Correspondence, HUGFP 12.7, boîte 1.

41. Par exemple, dans une lettre adressée, le 5 avril 1961, à Zbigniew Brzezinski, oeuvrant alors au *Russian Institute* de la Columbia University de New York, John K. Fairbank souligne que le projet de recherche sur la dynastie Ming prend toute son importance par le fait qu'il permettra de comprendre l'élément de continuité entre la Chine impériale et la Chine communiste : « In the competition for Rockefeller funds we understand that our requests would be facilitated if eminent experts from other areas could express their approval and support of the general idea which this project represents – namely, that the early modern history of China should be more vigorously explored and developed so that in studying Communist China we have some concrete and factual base line – for example, a real knowledge of Chinese authoritarianism in the long Ming period before Western contact. » Consulter à ce propos Harvard Archives, Papers of John King Fairbank, Chronological Correspondence, HUGFP 12.7, boîte 1.
42. Yves Viltard, *La Chine américaine. « Il faut étudier la Chine contemporaine »*, Paris, Belin, 2003, p. 81.
43. Voir par exemple : O. Edmund Clubb, *The United States and the Sino-Soviet Bloc in Southeast Asia*, Brookings Institution, Washington, 1963, p. 144-145.
44. Dans une lettre envoyée au consul général américain à Hong Kong, le 19 juin 1961, John K. Fairbank souligne l'ampleur de la tâche politique : « It seemed to me the inaugurator of a more constructive American policy would have to be an expendable type, who would expect, like a male spider, to be knocked off in the process of creating a new policy. I would not wish it on anybody [...] ». Voir : Harvard Archives, Papers of John King Fairbank, Chronological Correspondence, HUGFP 12.7, boîte 1.
45. Felix Greene, *China. The Country Americans Are Not Allowed to Know*, New York, Ballantine Books, 1962, p. 11.
46. En effet, le problème d'accès aux sources s'était compliqué en 1958, alors que non seulement les Américains n'avaient pas accès à la Chine, mais de plus, le gouvernement chinois cessait d'exporter chiffres et statistiques sur son économie. Voir : John C. Gurley, *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, vol. 2, n° 3, p. 5.
47. On retrouve dans les archives du sénateur Fulbright une brève correspondance entretenue avec le sinologue John H. Lindbeck. L'objectif de Fulbright était de connaître les détails des rencontres entre Lindbeck et le département d'État au sujet de la situation des recherches sur la Chine. Voir : NARA, RG46, Records of the U.S. Senate, Chairman J.W. Fulbright's Correspondence, boîte 1.
48. Walt W. Rostow, du Policy Planning Council, note, par exemple, en octobre 1961, la gravité du manque de connaissances directes sur la Chine : « Know your antagonist. However good the knowledge about a country derived from secondary sources may be, it is not adequate substitute for first-hand contact and direct experience. We will otherwise enter before too long on a period in which our Chinese affairs will

- be handled predominantly by officers who have never served in mainland China, much less seen the changes that have occurred there since 1949.» Le problème touche donc la sécurité des États-Unis, mais également leur légitimité vis-à-vis du monde extérieur : « And it may become increasingly hard for a US, which maintains no direct contact with Communist China, to persuade other states which do not accept our assessments and follow the policies we advocate. » À consulter à ce propos : *U.S. Policy Toward China*, document du Policy Planning Council, 26 octobre 1961, RG59, 611.93, bobine 124.
49. Frederick G. Dutton, un des assistants du secrétaire d'État Dean Rusk, tente alors de convaincre Fulbright que la qualité des recherches sur la Chine communiste est satisfaisante : « A fairly large portion of this money has been designated for research on political and economic problems concerning Communist China. Contact has already been made with some of the most competent experts on Communist China in the country, including Professor John Lindbeck who is familiar with our current plan. Our Special Studies program is under the direction of Dr. Allen Whiting, one of the very few political scientists in the country who has devoted his time to study of Communist China. » Deux études sont alors projetées. L'une aurait pour but d'étudier l'impact de la puissance croissante de la Chine sur les positions du monde libre en Asie. L'autre se pencherait sur le leadership chinois. Voir : lettre de Dutton à Fulbright, NARA, RG46, Records of the U.S. Senate, Chairman J.W. Fulbright's Correspondence, boîte 1.
 50. Le rôle joué par la Fondation Ford fut déterminant. Entre 1959 et 1968, elle aurait attribué 30 millions de dollars pour la recherche en études chinoises. Donc, comme le concluait, en 1968, le *Joint Committee on Contemporary China*, elle avait joué un rôle majeur « not only in grants to institutions but also in support of many activities that grew out of the work of the Joint Committee on Contemporary China, such as the series of monographs now being prepared under the direction of the Committee on the Economy of China ». Voir les matériaux de la Conférence « The Status of Studies of Modern and Contemporary China », New York, 15-16 mars 1968, dans Harvard Archives, Fairbank's Papers, JKF Committees, boîte 3.
 51. Yves Viltard, *loc. cit.*, p. 133.
 52. Fulbright à Rusk, 16 mars 1962, JFKL, National Security Files, Country Files, boîte 23.
 53. Fulbright à Rusk, 1 juillet 1963, NARA, RG59, CFP Files, POL CHICOM-US, boîte 3863.
 54. Bruce Kuklick, *Blind Oracles. Intellectuals and War from Kennan to Kissinger*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2006, p. 1.
 55. David Halberstam, *On les disait les meilleurs et les plus intelligents*, Paris, Laffont, 1974, p. 15.
 56. Par exemple, durant toute la période Eisenhower, John K. Fairbank s'est abstenu de s'exprimer sur la politique américaine envers la Chine. Entre 1952 et 1960, ses écrits sur le sujet comptent pour moins de 75 pages. Par contre, avec le débat universitaire qui reprend au début des années 1960, son attitude se modifie. Au cours du printemps et de l'été 1966, il va apparaître dans plus d'une douzaine d'émissions radiophoniques et télévisées. Voir : Paul M. Evans, *John Fairbank and the American Understanding of Modern China*, New York, Basil Blackwell, 1988, p. 184 et p. 255.
 57. Tsan-Kuo Chang, *The Press and China Policy: The Illusion of Sino-American Relations, 1950-1984*, Norwood, Ablex Publishing Corporation, 1993, p. 120.

58. Le *Joint Committee on Contemporary China*, fondé en 1959 par des sinologues issus du monde universitaire dans le but de favoriser les recherches sur la Chine contemporaine, constate que la fin des années 1950 et le début des années 1960 correspondent à un point tournant dans la perception du rôle mondial de la Chine : « However, toward the end of that decade several influences converged which rapidly and fundamentally changed the situation. There had emerged a slowly increasing appreciation of the weight of China in world affairs, combined with dissatisfaction with the state of Sino-American relations. There was also diminution of the effects of "McCarthyism" and a gradual adoption by China of policies that enabled a number of other western countries to establish more or less formal relations with Peking. At the same time there was an increasing unhappiness among scholars with the state of affairs; the initiatives at this time came from modern historians, however, more importantly than from social scientists. Further, innovations in the Soviet field had demonstrated that fruitful "research at a distance" could be done even with respect to a largely closed society. The advances in knowledge both in "area studies" as a whole, and in comparative political studies probably contributed an awareness of the meager data available on China. » Ce même rapport, rédigé en 1968 pour faire le point sur l'évolution de la situation depuis 1959, conclut à la nouvelle légitimité acquise par les études sur la Chine contemporaine. Voir les matériaux de la Conférence « The Status of Studies of Modern and Contemporary China », New York, 15-16 mars 1968, dans Harvard Archives, Fairbank's Papers, JKF Committees, box 3.